

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 52

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 53^a Sessione ordinaria
(Parigi, 4-6 giugno 2007)

Raccomandazione n. 805 ⁽¹⁾

La difesa antimissilistica – Una posizione comune europea ?

Annunziata il 17 settembre 2007

L'ASSEMBLÉE,

(i) Consciente de la menace croissante que fait peser la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de la technologie des missiles et considérant qu'à l'ère de la mondialisation, où de plus en plus de pays – dont un certain nombre de pays politiquement instables – ont accès à ces deux types d'armement, ceux-ci pourraient tomber entre les mains des terroristes;

(ii) Rappelant que le concept de la destruction mutuelle assurée (DMA) peut

se révéler inapplicable face à des terroristes et à des régimes qui ne réagissent pas à cette forme de dissuasion;

(iii) Considérant qu'un certain nombre de pays travaillent à des programmes d'ADM et de missiles, en utilisant dans de nombreux cas des technologies qu'ils ont développées eux-mêmes et qui se prêtent donc moins à des mesures de contrôle des exportations;

(iv) Notant que la détermination des Etats-Unis de mettre au point un système de défense antimissile balistique (BMDS) multiniveaux à grande échelle est née d'un

(1) Adoptée par l'Assemblée le 6 juin 2007, au cours de sa 5^{ème} séance plénière.

projet soutenu par les administrations tant démocrate que républicaine et par le Congrès, et prenant acte des progrès déjà réalisés en vue du déploiement des premiers éléments de ce système;

(v) Se félicitant que les Etats-Unis soient disposés à élargir la protection assurée par ce système aux pays alliés;

(vi) N'ignorant pas que le bon fonctionnement d'un tel système exige une extrême rapidité de la prise de décision, limitant les possibilités d'engagement collectif en cas d'attaque de missile;

(vii) Persuadée qu'une réflexion collective sur la doctrine et un travail commun d'analyse et d'évaluation de la menace pourraient créer les conditions d'une prise de décision rapide et acceptable par tous, en particulier au sein de l'Alliance;

(viii) Convaincue que l'application de différents niveaux de protection antimissile à chacun des membres de l'OTAN pourrait laisser certains pays ou groupes de pays exposés et rend l'Alliance vulnérable au chantage;

(ix) Se félicitant des travaux effectués à l'OTAN sur la défense contre les missiles de théâtre (TMD) en vue de protéger les troupes et les unités en déploiement tout en reconnaissant qu'il reste à relever le défi d'élaborer une position commune face à la menace d'attaque de missile visant les Etats membres eux-mêmes;

(x) Notant qu'à ce jour, l'UE n'a toujours pas abordé la question de la défense antimissile et que la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) n'englobe toujours pas les moyens de répondre à une attaque de missile dirigée contre les Etats membres de l'UE;

(xi) Prenant note de l'avis exprimé par le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune et Secrétaire général de l'UEO, Javier Solana, selon lequel l'UE, sans être une alliance de défense, a néanmoins une politique étrangère et de sécurité et doit débattre de la défense antimissile bien que

la décision dans ce domaine appartienne aux alliances défensives, et même si les Etats membres de l'UE sont souverains en la matière, une telle politique devrait être compatible avec les intérêts généraux de sécurité de l'UE, considérant également que toute forme de système de défense antimissile est susceptible d'affecter les relations de l'UE avec la Russie;

(xii) Constatant que si la Russie partage, pour l'essentiel, l'inquiétude suscitée par la prolifération des ADM et de la technologie des missiles et s'est montrée ouverte, dans le passé, à la coopération avec l'OTAN et les Etats-Unis dans le domaine de la défense antimissile, elle a néanmoins exprimé récemment son hostilité face au déploiement d'éléments d'un tel système dans certains Etats membres de l'OTAN proches de ses frontières;

(xiii) Consciente des inquiétudes suscitées par le risque de déclenchement d'une nouvelle course aux armements par suite du déploiement de nouveaux systèmes de défense antimissile, mais rappelant que la prolifération est la source principale de la menace dont les régimes de non-prolifération actuels n'ont pas suffisamment enrayeré le développement et que ceux-ci doivent être renforcés;

(xiv) Considérant les incertitudes qui planent sur la conception concrète, l'efficacité et la fiabilité opérationnelle du système de défense antimissile balistique des Etats-Unis;

(xv) Consciente des coûts extrêmement élevés qu'impliquent le développement et la mise en place d'un système de défense antimissile de portée mondiale, tout en reconnaissant les avantages existants et potentiels pour la base technologique et industrielle de défense européenne (BITDE);

(xvi) Estimant que la réponse à la menace de prolifération des ADM et de la technologie des missiles ne doit pas reposer sur une approche unique mais doit être au contraire multidimensionnelle,

prévoyant des mesures multilatérales de non-prolifération plus énergiques – diplomatiques et, aubesoins, coercitives – ainsi que des contrôles plus stricts des exportations de technologie relative aux missiles et le développement de technologies de défense antimissile;

(xvii) Rappelant ses précédentes Recommandations n. 680 de décembre 2000, 690 de juin 2001, 703 de décembre 2001 et 739 de novembre 2003 sur la défense antimissile, dans lesquelles les gouvernements européens étaient invités à:

- effectuer une analyse approfondie des risques que la prolifération fait peser sur l'Europe;

- étudier le programme antimissile américain et son impact sur l'industrie européenne;

- clarifier la proposition de la Russie de mettre au point, conjointement avec l'OTAN, un système de défense antimissile, comprenant un centre spatial commun destiné à l'identification, au suivi et à l'interception de certains tirs de missiles balistiques;

- déterminer les possibilités de synergie entre les systèmes d'alerte précoce existants en vue de mettre en commun les données entre les Etats-Unis, la Russie et l'Europe;

- définir une position européenne commune;

- lancer un programme européen de R&D pour démontrer les capacités technologiques et industrielles de l'Europe, et

- améliorer les instruments diplomatiques et les moyens de contrôle des exportations utilisés dans la lutte contre la prolifération;

(xviii) Rappelant que la défense antimissile est un problème de sécurité qui

relève directement des articles IV et V du Traité de Bruxelles modifié,

RECOMMANDE AUX PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES ACTUELS OU POTENTIELS DE L'UE ET/OU DE L'OTAN, D'INVITER L'UEO ET L'OTAN A:

1. Entreprendre une analyse et une évaluation communes de la menace d'attaque contre l'Europe par des ADM et des missiles et élaborer une position européenne commune sur la contre-prolifération, les régimes de contrôle des exportations et la technologie de défense antimissile;

2. Elaborer un concept de défense antimissile répondant aux intérêts européens, qui soit interopérable avec le BMDS américain et ouvert aux propositions russes de coopération;

3. Continuer à examiner au sein de l'OTAN les programmes nationaux et multinationaux de défense antimissile de théâtre et de portée globale en vue d'optimiser les possibilités d'interopérabilité et d'interconnectivité;

4. Continuer à faire participer la Russie aux discussions sur la défense contre les missiles balistiques et à explorer les possibilités de coopération pour tenter d'accroître la confiance mutuelle et la transparence, mais aussi de renforcer les mesures internationales de non-prolifération et les régimes de contrôle des exportations;

5. Charger l'Agence européenne de défense (AED) d'évaluer les implications pour l'industrie de défense européenne des systèmes de défense antimissile, en vue d'établir un programme de R&D européen destiné à renforcer les capacités techniques et industrielles de l'Europe dans ce domaine.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 805 ⁽¹⁾

La difesa antimissilistica – Una posizione comune europea ?

L'Assemblea,

(i) Consapevole della minaccia crescente rappresentata dalla proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) e della tecnologia missilistica e considerato che nell'epoca della globalizzazione, in cui sempre più paesi – tra cui alcuni politicamente instabili – hanno accesso a questi due tipi di armamenti, queste potrebbero cadere in mano ai terroristi;

(ii) Ricordando che la nozione di distruzione reciproca assicurata può risultare inapplicabile nei confronti dei terroristi e dei regimi che non reagiscono a questa forma di dissuasione;

(iii) Considerando che un certo numero di paesi lavora a programmi di ADM e missilistici, utilizzando in molti casi tecnologie che hanno sviluppato in proprio e che sono quindi meno soggette a misure di controllo delle esportazioni;

(iv) Osservando che la determinazione degli Stati Uniti di mettere a punto un sistema di difesa antimissile balistico (BMDS) multilivello su larga scala è nata da un progetto sostenuto sia dall'amministrazione democratica che da quella repubblicana e dal Congresso, e preso atto

dei progressi già realizzati in vista dello spiegamento dei primi elementi di questo sistema;

(v) Congratulandosi con gli USA per la disponibilità ad ampliare la protezione assicurata da questo sistema ai paesi alleati;

(vi) Non ignorando che il buon funzionamento di un tale sistema esige un'estrema rapidità decisionale, limitando così il margine per un impegno collettivo in caso di attacco missilistico;

(vii) Persuasa che una riflessione collettiva sulla dottrina e un lavoro comune di analisi e valutazione della minaccia potrebbero creare le condizioni per un processo decisionale rapido e accettabile da parte di tutti, in particolare in seno all'Alleanza;

(viii) Persuasa che l'applicazione di diversi livelli di protezione antimissile per ciascuno dei membri della NATO potrebbe lasciare alcuni paesi o gruppi di paesi esposti e renda l'Alleanza ricattabile;

(ix) Congratulandosi per i lavori effettuati dalla NATO in materia di difesa missilistica di teatro (TMD), al fine di proteggere le truppe e le unità spiegate, pur riconoscendo che resta da affrontare la sfida dell'elaborazione di una posizione

(1) Adottata dall'Assemblea il 6 giugno 2007, nel corso della 5^a seduta plenaria.

comune di fronte alla minaccia di attacco missilistico contro gli Stati membri;

(x) Osservando che fino a questo momento, l'UE non ha discusso della questione antimissilistica e che la PESD non comprende ancora mezzi di risposta ad un attacco missilistico contro gli Stati membri dell'UE;

(xi) Prendendo nota del parere espresso dall'Alto Rappresentante dell'UE per la politica estera e di sicurezza comune e Segretario generale della UEO, Javier Solana, secondo il quale la UE, pur non essendo una alleanza difensiva, è comunque dotata di una politica estera e di sicurezza e deve discutere di difesa antimissilistica, benché la decisione in questo campo appartenga alle alleanze difensive, e anche se gli Stati membri dell'UE sono sovrani in materia, questa politica dovrebbe essere compatibile con gli interessi generali di sicurezza della UE, considerando anche che qualsiasi forma di sistema di difesa antimissile è suscettibile di influenzare le relazioni UE-Russia;

(xii) Constatando che se la Russia condivide, in gran parte, l'inquietudine suscitata dalla proliferazione delle ADM e della tecnologia missilistica e si è dimostrata aperta, in passato, alla cooperazione con la NATO e con gli USA nel campo della difesa antimissile, esso ha ciò nondimeno espresso recentemente la propria ostilità per lo spiegamento di elementi di questo sistema in alcuni Stati membri della NATO vicini alle sue frontiere;

(xiii) Consapevole delle inquietudini suscitate dal rischio di esplosione di una nuova corsa agli armamenti, a seguito dello sviluppo di nuovi sistemi di difesa antimissile, ma ricordando che la proliferazione è la fonte principale della minaccia di cui gli attuali regimi di lotta alla proliferazione non hanno sufficientemente arginato lo sviluppo e che tali regimi devono essere rafforzati;

(xiv) Considerando le incertezze che incombono sulla concezione concreta, l'ef-

ficacia e l'affidabilità del sistema di difesa antimissile balistico degli USA;

(xv) Consapevole dei costi estremamente elevati che implicano lo sviluppo e la realizzazione di un sistema di difesa antimissile di portata mondiale, pur riconoscendo i vantaggi esistenti e potenziali per la base tecnologica e industriale di difesa europea (BITDE);

(xvi) Ritenendo che la risposta alla minaccia di proliferazione delle ADM e della tecnologia missilistica non debba basarsi su un approccio unico, ma al contrario debba essere multidimensionale, prevedendo misure multilaterali di non-proliferazione più energiche — diplomatiche e, se necessario, coercitive — nonché controlli più severi sulle esportazioni di tecnologia missilistica e lo sviluppo di tecnologie di difesa antimissile;

(xvii) Richiamando le precedenti Raccomandazioni n. 680 di dicembre 2000, 690 di giugno 2001, 703 di dicembre 2001 e 739 di novembre 2003 sulla difesa antimissile, allegate alla presente raccomandazione, nelle quali i governi europei erano invitati a:

- effettuare un'analisi approfondita dei rischi che la proliferazione pone per l'Europa;

- studiare il programma antimissile americano e il suo impatto sull'industria europea;

- chiarire la proposta della Russia di mettere a punto, insieme alla NATO, un sistema di difesa antimissile, che comprenda un centro spaziale comune destinato all'individuazione, al monitoraggio e all'intercettazione di alcuni lanci di missili balistici;

- stabilire le opportunità di sinergia tra i sistemi di allerta precoce esistenti, al fine di mettere in comune i dati tra gli USA, la Russia e l'Europa;

- definire una posizione comune europea;

– lanciare un programma europeo di R&S per dimostrare le capacità tecnologiche e industriali dell'Europa, e

– migliorare gli strumenti diplomatici e i mezzi di controllo delle esportazioni utilizzati nella lotta contro la proliferazione;

(*xviii*) Ricordando che la difesa antimissilistica è un problema di sicurezza che si riferisce direttamente agli articoli IV e V del Trattato di Bruxelles modificato;

RACCOMANDA AI PAESI DELLA UEO, IN QUALITÀ DI MEMBRI ATTUALI O POTENZIALI DELL'UE E/O DELLA NATO, DI INVITARE LA UEO E LA NATO A:

1. Avviare un'analisi e una valutazione comuni della minaccia di attacco contro l'Europa con ADM e missili e di elaborare una posizione comune europea sulla contro-proliferazione, i regimi di controllo delle esportazioni e la tecnologia di difesa antimissile;

2. Elaborare un concetto di difesa antimissile che risponda agli interessi eu-

ropei, che sia interoperativo con il BMDS americano e aperto alle proposte russe di cooperazione;

3. Continuare ad esaminare in seno alla NATO i programmi nazionali e multinazionali di difesa antimissilistica di teatro e di portata globale al fine di ottimizzare le possibilità di interoperabilità e di interconnettività;

4. Continuare a far partecipare la Russia alle discussioni sulla difesa contro i missili balistici e a valutare le possibilità di cooperazione, per cercare di accrescere la fiducia e la trasparenza reciproca, ma anche di rafforzare le misure internazionali di non-proliferazione e i regimi di controllo delle esportazioni;

5. Incaricare l'Agenzia europea di difesa di valutare le implicazioni per l'industria della difesa europea dei sistemi di difesa antimissile, al fine di stabilire un programma di R&S europeo destinato a rafforzare le capacità tecniche e industriali dell'Europa in questo campo.